

VS / Atelier sur le sexisme et l'homophobie annulé : réaction aux propos d'Oskar Freysinger

L'annulation d'un atelier au Collège des Creusets à Sion et les propos du conseiller d'Etat valaisan ont suscité une prise de position commune pour rappeler les enjeux et les chiffres de l'homophobie.

Les associations LGBT nationales et romandes réagissent suite aux propos du Conseiller d'Etat Oskar Freysinger : les discriminations homophobes et transphobes en milieu scolaire ne sont pas du fantasme.

Malgré 40 élèves qui s'y étaient inscrits, un atelier intitulé « A quoi servent les injures ? Entre sexisme et homophobie » prévu au Collège des Creusets à Sion a été finalement annulé. Il y avait été réorganisé l'année passée avec succès par l'association les Indociles. Le 20 avril 2016, contacté à ce sujet par l'émission « Forum » de la RTS, Oskar Freysinger, Conseiller d'Etat valaisan, a tenu des propos irresponsables et dangereux de la part d'un Conseiller d'Etat en charge du Département de la Formation et de la Sécurité. Il a nié l'existence des discriminations homophobes ou transphobes, tout en tenant lui-même des propos homophobes en taxant les personnes LGBT, dont des élèves dont il a la charge, de malades.

Les jeunes lesbiennes, gay, bisexuel.le.s ou trans* (LGBT) ont à faire face à l'homophobie et à la transphobie dans les cadres scolaire, social et familial. Les données de l'étude nationale « Santé Gaie » menée par l'association Dialogai et l'Université de Zurich en 2011 montrent que le risque de tentatives de suicide est 2 à 5 fois plus élevé chez les jeunes LGBT que chez les jeunes hétérosexuel.le.s à cause de l'homophobie et de la transphobie. 50% des tentatives de suicide de ces jeunes se produisent avant qu'ils/elles n'atteignent l'âge de 20 ans. 50% des jeunes LGBT de moins de 25 ans disent avoir été victimes, au cours des 12 derniers mois, d'au moins une forme de violence (agressions verbales et physiques, harcèlement sexuel), y compris dans le contexte scolaire. Ils/elles n'ont pas, ou rarement, la possibilité de se tourner vers leur famille, vers leurs ami.e.s ou vers l'école pour trouver du soutien et ne savent donc pas à qui s'adresser. Ces manifestations d'homophobie et de transphobie dans l'éducation ont des conséquences graves sur leur parcours scolaire : absentéisme ; décrochage scolaire, changement fréquent d'établissement et échec scolaire. De nombreux témoignages de jeunes, d'enseignants.e.s mais également de professionnels.le.s de la santé, en Valais ou ailleurs, montrent que la réalité est toute autre que celle de plainte par Oskar Freysinger.

L'homophobie et la transphobie n'affectent en outre pas que les jeunes LGBT : toute élève dont l'expression de genre ne correspond pas aux normes genrées stéréotypées ou dont la conduite pourra être perçue comme différente (par exemple un garçon jugé trop « efféminé » qui prend des cours de danse ou une fille jugée trop « masculine » qui joue au foot). Les élèves peuvent aussi grandir dans une famille arc-en-ciel, une famille ou au moins l'un des parents se définit comme lesbienne, gay, bisexuel.e ou transgenre. Enfin, ils et elles peuvent avoir dans leur entourage proche (oncle/tante, cousin/cousine, ami.e, etc.) une personne qui se définit comme LGBT. L'homophobie et la transphobie et leurs conséquences en milieu scolaire constituent ainsi un réel problème d'égalité d'accès à l'éducation et un problème de santé publique dont il est nécessaire de prendre la mesure et contre lequel il est nécessaire d'agir.

L'école n'a pas uniquement le rôle d'apprendre à écrire ou calculer. En accord avec le Plan d'Etudes Romand et les principes de l'UNESCO, la prévention de l'homophobie et de la transphobie s'inscrit dans un contexte plus général de lutte contre les discriminations, d'apprentissage du mieux vivre-ensemble et d'éducation citoyenne. En effet, aménager un climat d'éducation et un quotidien exempts d'homophobie et de transphobie, avec l'aide de toutes les actrices et acteurs du monde de l'éducation, est bénéfique pour l'ensemble des élèves. Le contexte scolaire a le devoir de garantir pour l'ensemble des élèves des espaces d'éducation sécurisés et qui favorisent les apprentissages.

Caroline Dayer, docteure et enseignante à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation de l'Université de Genève – experte des discriminations dont le sexisme, l'homophobie et la transphobie -, a rappelé à Oskar Freysinger dans « Forum » du 20 avril 2016, à juste titre, que « décider d'annuler cet atelier est une décision homophobe institutionnelle ». Les associations LGBT nationales et romandes appellent le Conseiller d'Etat à ne plus tenir des propos homophobes et à cesser de nier que l'homophobie et la transphobie font des ravages, y compris au sein des écoles valaisannes. Elles appellent le Conseiller d'Etat et le Département de la Formation et de la Sécurité à mettre en place une réelle politique publique de prévention et de lutte contre l'homophobie et la transphobie dans les établissements scolaires valaisans, pour enfin offrir un espace d'éducation favorable et sain pour l'ensemble des élèves, indépendamment de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

Source : Association faitière Familles arc-en-ciel, Organisation suisse des lesbiennes LOS, Pink Cross – Fédération suisse des gays, Transgender Network Switzerland, Association Alpagai, Fédération genevoise des associations LGBT, Association Les Indociles, Association Juragai, Association Lago, Association Lilith, Association VoGay